RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (Liberté-Égalité-Fraternité)

Elections Législatives du 23 Novembre 1958

CIRCONSCRIPTION D'USSEL

ELECTRICES, ELECTEURS,

En approuvant, le 28 Septembre, la nouvelle Constitution de la République, vous avez mis fin à un régime qui à détruit l'unité française, sapé l'autorité de l'État et contrarié sans cesse l'essor économique du pays par une instabilité monétaire quasi permanente, une fiscalité désordonnée, et la multiplication de lois dont chacune ne marquait qu'un moment éphémère de l'incompétence législative.

Vous avez mis fin à un régime incapable de trouver des solutions politiques aux problèmes politiques que posait la conservation de notre patrimoine d'Outre-Mer et qui, à aucun moment de la guerre d'Indochine ou de la révolte algérienne, n'a su tirer du sacrifice de nos soldats ni honneur ni profit pour la France et pour les peuples qui se sont instruits et élevés au contact de notre civilisation.

Vous avez mis fin à un régime qui scandalisait nos amis à l'étranger, réjouissait nos adversaires, enlevait à notre pays, toujours en quête d'emprunts, l'autorité qu'il aurait pu exercer dans le monde, le rang qu'il aurait dû tenir.

Mais tout cela est le passé. Nous en sommes délivrés. La France peut désormais penser à son avenir.

Il faut qu'elle devienne une démocratie d'hommes libres, capables de penser par eux-mêmes, sans attendre de leurs chefs un catéchisme politique, capables de résister sans faiblir aux difficultés et aux périls que comporte la liberté et de s'opposer à tous les fascismes, qu'ils soient militaires ou communistes.

Ce courage lucide vous devez dès maintement le montrer dans le choix que vous êtes appelés à faire entre les hommes qui se présentent à vos suffrages et les programmes qu'ils vous soumettent.

ALGÉRIE

C'est à l'Algérie qu'il faut d'abord penser. Hier encore tout n'y était qu'inquiétude, doute, misère et sacrifices inutiles de sang et d'argent. Mais voici qu'aujourd'hui, grâce à l'autorité et au prestige du Général de Gaulle, l'espérance est revenue sur cette terre déchirée par la haine et les combats fratricides. On ne parle plus, en effet, ni des solutions présomptueuses ni des solutions d'abandon. C'est vers un statut politique négocié, où chaque communauté française et musulmane trouvera sa juste place, que le Gouvernement paraît s'orienter. Je m'en réjouis et souhaite ardemment que la France, par les moyens qu'elle est seule à même de mettre en œuvre, élève progressivement le niveau de vie des peuples d'Afrique et devienne pour eux la seconde patrie bienfaisante et glorieuse.

FINANCES ET ÉCONOMIE

J'appelle également votre attention sur la situation économique et financière du pays, car elle est très sérieuse.

S'il est vrai que, depuis l'épuisement des crédits mis à notre disposition par les Etats-Unis au lendemain de la guerre, la France ne puisse pas payer par ses exportations les importations de matières premières indispensables à sa production.

S'il est vrai que nos prix industriels soient trop élevés, bien que les salaires n'aient pas généralement suivis la hausse récente du coût de la vie, que nos prix agricoles soient trop bas pour assurer une rémunération équitable du travail paysan et que, malgré cela, l'industrie et l'agriculture françaises ne puissent pas aborder sans crainte le " Marché commun " de l'Europe Occidentale.

S'il est vrai, comme l'affirme le Ministre des Finances, que le déficit budgétaire prévu pour 1959 soit de mille trois cents milliards, alors qu'il parait impossible de surcharger encore nos prix de revient par une masse d'impôts nouveaux.

Si la situation est bien telle que je viens de la définir, elle ne peut, à mon sens, s'améliorer que grâce à l'accroissement rapide et constant de la productivité industrielle et agricole. Sous tous les régimes, en effet, le plein emploi, l'élévation générale du niveau de vie, dépendent avant tout des progrès d'une technique qui vise à produire davantage avec une dépense moindre d'énergie humaine.

Mais ces progrès ne peuvent donner leur plein effet que dans certaines conditions préalablement réalisées, dans un climat politique et social qu'il nous appartient de créer.

CONDITIONS POLITIQUES

La stabilité et la continuité sont les vertus principales d'un Gouvernement. Elles assurent cette tranquillité de toutes choses dans l'ordre qui favorise l'esprit d'entreprise, permet l'élaboration et la poursuite des longs desseins.

C'est grâce à elles que nous pourrons enfin réaliser l'équilibre des finances publiques par une rigoureuse

économie, par la refonte de notre système fiscal, l'allègement de nos charges militaires et le partage avec nos amis européens des investissements africains et atomiques.

Toute menace d'inflation ayant alors disparu, rien ne s'opposera plus à la fixation définitive, suivant la parité des prix français et étrangers, de la juste valeur du franc. Et la stabilité monétaire faisant renaître dans notre pays le goût de l'épargne, tout deviendra possible.

Les industriels pourront renouveler leur outillage sans abuser de cet " autofinancement " qui entraîne la hausse des prix et justifie les bas salaires ; ils pourront procéder sur le plan national, aux fusions d'entreprises et, sur le plan européen, aux ententes analogues à la Communauté Charbon-acier d'où résulteront la baisse des coûts de revient et la hausse des salaires.

Les agriculteurs obtiendront enfin une équitable rémunération de leur travail. Parce que les prix industriels sont déjà trop élevés et qu'il faut freiner la hausse de la vie, on maintient par tous les moyens (taxations, importations de choc) les bas prix des produits agricoles. Tous les travailleurs de la terre, propriétaires exploitants, fermiers, métayers, ouvriers sont ainsi les victimes du désordre de nos finances et de notre économie. C'est profondément injuste et d'ailleurs nuisible à l'industrie elle-même qui ne trouve plus, parmi les populations paysannes, les acheteurs de produits manufacturés dont elle a besoin.

Les jeunes générations pourront bénéficier d'une politique rationnelle de la construction, disposer chaque année des quatre cent mille logements qui paraissent indispensables. Et nos enfants trouveront à l'école, non seulement des classes nouvelles, mais des maîtres qualifiés, convenablement rémunérés et chargés de leur distribuer des enseignements où le Technique aura la place que je réclame pour lui depuis 25 ans.

Ainsi, l'ordre rétabli dans la maison nous fournira, non pas la solution d'un seul problème considéré comme total, mais les solutions justes d'innombrables problèmes particuliers.

CONDITIONS SOCIALES

Il en est d'autres, plus importants encore : ce sont les problèmes humains.

Il n'y aura pas d'accroissement de la productivité si les travailleurs n'en profitent pas, si la mécanisation se traduit pour eux par l'aggravation de la tension nerveuse et de la fatigue, s'ils demeurent des étrangers dans leur propre usine, devant leur propre machine. Il faut les admettre à participer réellement à la vie et à l'organisation de l'entreprise. Il faut qu'ils puissent exercer leur esprit dans leur travail, savoir, comprendre, être informés, questionnés, consultés ; que par les Comités d'Entreprises ils connaissent de la gestion et de la répartition du profit commun.

J'ai contribué en 1936 à l'amélioration des conditions de vie et de travail des ouvriers et des paysans. Je voudrais pouvoir, en accord avec un syndicalisme dynamique, national et indépendant, contribuer encore à faire cesser l'incompréhension qui divise les classes, à promouvoir un monde fraternel. On a dit avec raison que l'injustice sociale ne provenait pas tant de l'inégalité des biens que de l'obligation faite à des hommes de vivre sans dignité.

LA PAIX EXTÉRIEURE

Mais si la discorde civile est un échec humain, que dire des menaces de guerre entre les peuples, sinon qu'elles constituent le plus grand obstacle au progrès de la civilisation ?

Il est vrai que tous les problèmes européens ou asiatiques doivent être placés dans leur cadre véritable, celui d'une stratégie communiste globale, tendant à la domination mondiale. Mais si nous parvenons à construire cette Union Européenne que je préconise, pour ma part, depuis si longtemps, si nous renforçons sans cesse son organisation économique et sa puissance défensive, tous les espoirs demeurent permis. Etant forts, il nous suffira d'être patients, car le jour viendra où les jeunes générations russes désireront jouir enfin du produit de leur travail et, comprenant que leur société pourrait fort bien subsister sans coûter si cher à la liberté, voudront substituer leur volonté de vivre à la volonté de puissance des générations précédentes. Ce jour-là, la méfiance disparaîtra du monde et, avec elle, la misère.

Telles sont mes idées. Je vous demande, Electrices et Electeurs de la Circonscription d'USSEL, de me faire confiance pour les défendre.

Pendant quinze ans, j'ai été injustement condamné au silence, d'abord par le fait de l'inégibilité dont on m'avait frappé, au mépris de toute légalité, ensuite par le jeu d'une loi électorale qui rendait pratiquement impossible toute candidature indépendante.

Mais ces quinze années ne m'ont laissé aucune amertume. Elles n'ont pas été remplies pour moi par les regrets du passé, mais plutôt par la recherche des moyens propres à dégager le socialisme des formules périmées pour le rattacher à des mobiles humains tels que le sens de la justice et de la dignité personnelle.

C'est pourquoi je désire encore travailler pour vous. A vous d'en décider.

Charles SPINASSE,
Ancien Député de la Corrèze
Ancien Ministre.

Imprimerie CHAUVIN Ussel - Novembre 1958